

MISSION ÉCONOMIE DE LA BIODIVERSITÉ

Atelier international PESMIX

Comment articuler les Paiements pour Services Environnementaux
aux autres instruments politiques et économiques au Sud comme
au Nord?

Laurent Piermont



13 juin 2014, Montpellier

Les paiements pour services environnementaux : éléments de contexte



- Les politiques de préservation de la nature: de la conservation de la biodiversité remarquable à la gestion de la biodiversité ordinaire
- Mouvement de décentralisation de la prise de décision politique et montée en puissance de la gouvernance partagée
- Volonté politique d'intégration de la biodiversité au cœur du système socio-économique à travers la notion de services écosystémiques, sous l'angle des services rendus par la Nature à l'Homme.

Les paiements pour services environnementaux : éléments de contexte

- Services écosystémiques et paiements pour services environnementaux : notions portés par des acteurs et à des échelles diverses.
 - Services écosystémiques : issus du monde de l'écologie, portage politique au niveau international (MEA)
 - Paiements pour services environnementaux : issus principalement du monde de l'économie, centrés sur le rôle en matière de préservation de biodiversité des gestionnaires d'espaces que sont les agriculteurs et les forestiers
- Mais but commun : démontrer l'intérêt économique – en termes de bien-être collectif - de la préservation des écosystèmes et de la biodiversité dont les sociétés humaines tirent des services indispensables à leur développement.

- **Un instrument à multiples facettes**

- Plus de 300 programmes en cours dans le monde (OCDE, 2010)
- Porte en général sur les services liés à l'eau, sur le carbone, la biodiversité et la beauté paysagère.
- Principalement dans les pays en développement.
- Différentes formes possibles:
 - Instrument de politique publique : Mexique Costa-Rica, Chine
 - Requalification de programmes existants : mesures agroenvironnementales en Europe
 - Dispositif de privé à privé : France avec les cas Vittel et Evian

- **Intérêt triple**

- Favoriser les solutions préventives face aux solutions curatives
- Faire financer l'action par ceux qui bénéficient, consomment ou utilisent la nature pour leurs activités économiques
-
- Faire converger la prise de décision individuelle avec les préoccupations d'usage collectif.

Limites de l'approche traditionnelle des Paiements pour Services Environnementaux

- Un langage intrinsèquement marchand, source de confusions
- Une vision simplifiée des dynamiques écologiques
- Une déconnection de l'instrument de la réalité des politiques territoriales
- Une vision tronquée des comportements humains

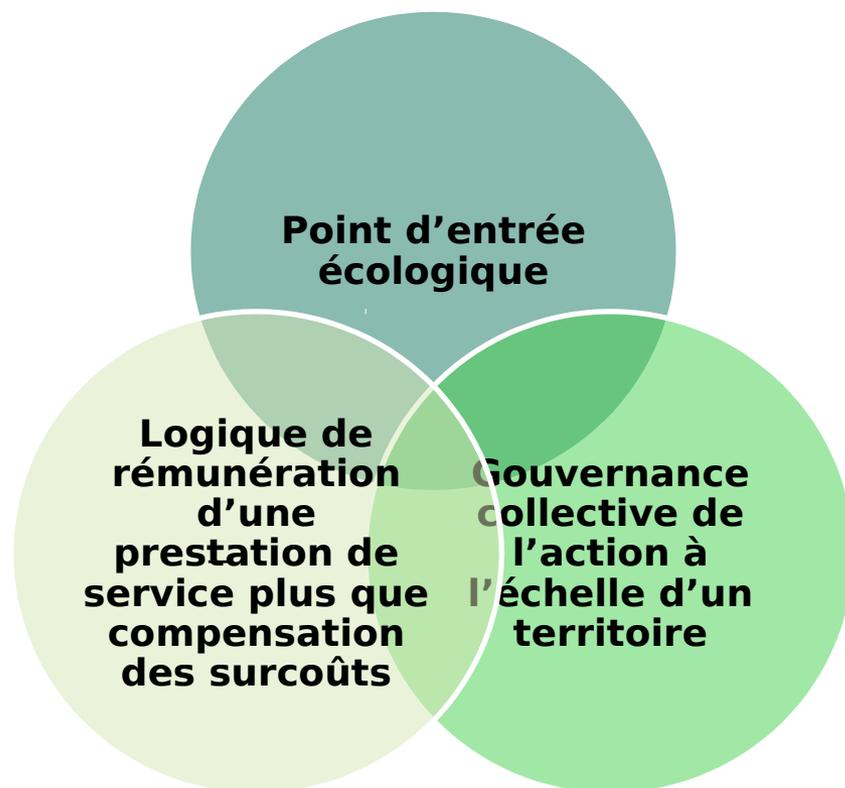
• Nécessité d'un changement de cadre conceptuel pour les PSE tournée vers la réalité du terrain

Vers un changement de **cadre conceptuel** des PSE

- Créer les conditions de la rupture
- Un changement de terminologie
 - Passage de « Paiements pour Services Environnementaux » (PSE) à « Paiements pour Préservation des Services Ecosystémiques » (PPSE)
 - L'accent est mis sur l'action de l'Homme sur le fonctionnement des écosystèmes eux- mêmes source de bienfaits pour la société.
- Un changement de regard sur le mécanisme
 - Inspiré des réflexions autour de la gouvernance des communs

La MEB propose de passer à une vision territorialisée des PSE, tournée vers l'action collective et dont la mise en œuvre doit être cohérente avec le contexte institutionnel (réglementation, politiques publiques, jeux d'acteurs) et les dynamiques écologiques en présence

Recommandations pour la mise en œuvre de PPSE



Financer l'action pour et par la biodiversité : approche économique et juridique des PSE



- Les Paiements pour Préservation des Services Ecosystémiques comme outil de conservation de la biodiversité : cadres conceptuels et défis opérationnels pour l'action. Les Cahiers de Biodiv'2050 – Comprendre, 2014.
- Droits réels au profit de la biodiversité : comment le droit peut-il contribuer à la mise en œuvre des paiements pour services environnementaux? Co-publication MEB-Humanité & Biodiversité-FNH, 2014.

**Prochaine étape : l'expérimentation à l'échelle
de sites pilotes en France**

www.mission-economie-biodiversite.com

- Merci pour votre attention !